
Pascal Colin : «Intégrer l'ESS dans le triptyque républicain»

Directeur général - Association Initiatives

[Imprimer la page](#)

INITIATIVES était à sa création en 1989 un établissement médico-social accueillant des personnes en situation de précarité présentant des pathologies chroniques et sévères (VIH, cancers, hépatites). Il est ensuite devenu un centre de formation aux métiers des services à la personne : aide médico-psychologique (DEAMP), moniteur-éducateur (DEME), éducateur spécialisé (DEES) et responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS). Avec la création de la première Faculté Libre d'Etudes Politiques et en Economie Solidaire (FLEPES), INITIATIVES milite aujourd'hui ardemment en faveur du développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en France. Rencontre avec Pascal Colin, son directeur général.

Apriles: Création d'une Faculté Libre, mais aussi d'une plateforme nationale de formation continue de niveau I en ESS... Et enfin reconnaissance par l'Etat du titre d'Expert en Economie Solidaire et Gouvernance Sociale (EESGS) que vous avez également créé. Il s'agit là d'une avalanche d'actualité au service de la promotion et du développement de l'ESS. N'êtes vous pas éloigné de la formation en travail social qui marque les origines de votre institution ?

Pascal Colin : Je ne le pense pas. Nous développons au contraire ce dont le travail social a besoin. Celui-ci s'est enfermé ces dernières années dans une vision étriquée de son rôle et de ses pratiques. De façon caricaturale, s'il a produit jadis de grands visionnaires, il fabrique aujourd'hui des fonctionnaires qui agissent dans des logiques compartimentées de tâches et de métiers. Les aspects gestionnaires prennent largement le pas sur le militantisme, et l'inflation de normes et de dispositifs accentue évidemment le mouvement. Je pense que le secteur social a besoin d'une authentique refondation. Il faut dorénavant pouvoir innover, expérimenter pour une meilleure solidarité.

Apriles : Vous voyez donc dans l'ESS une opportunité.

P.C. : Absolument. Ce secteur représente aujourd'hui 10 % du PIB et 12% de l'emploi. Le secteur associatif c'est 12 millions de bénévoles, 1.8 millions de salariés pour 1.1 million d'associations actives en France, c'est autant d'acteurs qui avancent avec un idéal. Il n'y a pas d'actionnaires à enrichir, mais un projet social et humain à nourrir! Toute cette énergie, mais aussi celle des mutuelles, des coopératives et des fondations, c'est de la dynamite sociale !!! Malheureusement, le secteur est émietté. Nous appartenons à la même famille mais nous avons du mal à nous fédérer pour exister. Il y a un vrai déficit de représentation politique.

Apriles: Pour quelle raison ?

P.C. : L'Economie sociale et solidaire a émergé au XIXe siècle, et a joué un rôle important dans le développement de grands pays européens. En France, la droite qui a mis toute son énergie pour protéger les entreprises capitalistes s'est liée avec une gauche, grande défenseuse d'un Etat fort, pour étouffer le secteur. Il en résulte une véritable méconnaissance symbolisée par la remarque de Francis Vercamer, Député du Nord, auteur d'un important rapport sur l'ESS en 2010, à la demande du Premier ministre. Il confiait avoir été heureux de faire ce travail car il lui avait permis d'apprendre beaucoup sur un secteur à fort potentiel dont il ignorait presque tout...

Apriles : Il y a un ministre délégué aujourd'hui.

P.C. : Oui, et c'est la première fois. Avant les élections présidentielles, nous avons mené campagne dans le cadre du réseau national de l'ESS (www.reness.fr) en faveur d'une nouvelle gouvernance solidaire et sociale. Il semble que notre plaidoyer ait fonctionné et que nous ayons été entendus. Il y a chez Benoît Hamon, secrétaire d'Etat à l'ESS, une forte dimension militante. Nous attendons qu'il fasse bouger les lignes. Et si la liberté est incarnée par la droite, l'égalité par la gauche, c'est sans aucun doute l'ESS qui, le mieux, peut faire vivre la fraternité. Nous comptons sur le ministre pour intégrer, enfin, le tiers secteur dans le triptyque républicain.

Propos recueillis par **Sébastien Poulet-Goffard**

